
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 89

Bill 89

Loi assurant le bien-être de la population
en cas de conflit de travail

An Act to ensure public well-being in
case of labour conflict

Première lecture

First reading

M. COURNOYER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 89

Loi assurant le bien-être de la population
en cas de conflit de travail

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement
de l'Assemblée nationale du Québec,
décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « association de salariés »: un groupement de salariés constitué en syndicat professionnel, union, fraternité ou autrement et ayant pour buts l'étude, la sauvegarde et le développement des intérêts économiques, sociaux et éducatifs de ses membres et particulièrement la négociation et l'application de conventions collectives;

b) « commissaire aux scrutins »: le commissaire nommé en vertu de l'article 23;

c) « commissaires aux différends »: les commissaires nommés en vertu de l'article 34;

d) « convention collective »: une entente écrite relative aux conditions de travail conclue entre une ou plusieurs associations accréditées en vertu du Code du travail et un ou plusieurs employeurs ou associations d'employeurs;

e) « différend »: une mécontente relative à la négociation ou au renouvellement d'une convention collective ou à sa révi-

Bill 89

An Act to ensure public well-being in
case of labour conflict

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the National Assembly of
Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act and the regulations, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) "association of employees": a group of employees constituted as a professional syndicate, union, brotherhood or otherwise, having as its objects the study, safeguarding and development of the economic, social and educational interests of its members and particularly the negotiation and application of collective agreements;

(b) "poll-commissioner": the commissioner appointed under section 23;

(c) "commissioners on disputes": the commissioners appointed under section 34;

(d) "collective agreement": an agreement in writing respecting conditions of employment made between one or more associations certified under the Labour Code and one or more employers or employers' associations;

(e) "dispute": a disagreement respecting the negotiation or renewal of a collective agreement or its revision by the parties.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour objet d'établir des mécanismes susceptibles de faciliter le règlement des conflits de travail qui mettent en danger la santé, la sécurité ou le bien-être publics ou l'éducation d'un groupe d'élèves.

La grève sera interdite aux salariés des services publics tant que les services essentiels n'auront pas été définis par accord des parties en cause ou, à défaut d'accord, par le tribunal du travail.

Les conflits mettant en cause des salariés des services publics dont l'emploi relève du gouvernement seront déferés à l'Assemblée nationale; pourront aussi lui être déferés certains autres conflits paralysant certains secteurs.

D'autres conflits seront déferés à des commissaires qui seront appelés « commissaires aux différends » et qui seront nommés pour deux ans par le gouvernement.

Dans le cas de services publics le gouvernement pourra interrompre une grève ou un lock-out et charger une commission de trois personnes qu'il nommera à cette fin de vérifier si le conflit met en danger la santé, la sécurité ou le bien-être publics ou l'éducation d'un groupe d'élèves. Si tel est le cas, le gouvernement pourra interdire la grève ou le lock-out et déferer le conflit à une commission parlementaire, qui entendra les parties et fera rapport au gouvernement. À défaut de règlement du conflit un scrutin secret sera tenu parmi les salariés, qui devront se prononcer sur les dernières offres patronales. Ce scrutin sera tenu par un personnage officiel nommé en permanence par l'Assemblée nationale aux deux tiers des voix de ses membres.

Si les offres patronales sont refusées à ce scrutin secret, le conflit pourra être soumis à

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to establish mechanisms to facilitate the settlement of labour disputes endangering the public health, safety or welfare or the education of a group of students.

Strikes will be forbidden to the employees of the public services as long as the essential services have not been defined by agreement of the parties concerned or, failing an agreement, by the Labour Court.

Disputes involving the employees of public services whose employment is under the Government will be referred to the National Assembly; certain other disputes paralyzing certain other sectors may also be referred to it.

Other disputes will be referred to commissioners who will be called "commissioners on disputes" and who will be appointed by the Government for two years.

In the case of public services, the Government will be able to interrupt a strike or lock-out and entrust a committee of three persons appointed for the purpose of verifying whether the conflict endangers the public health, safety or welfare or the education of a group of students. If such is the case, the Government may prohibit the strike or lock-out and refer the dispute to a parliamentary committee who will hear the parties and report to the Government. Failing a settlement of the dispute, a secret vote will be held among the employees who will have to come to a decision respecting the latest offers of the employer. Such voting will be held by an official permanently appointed by the National Assembly by two-thirds of the votes of its members.

If the offers of the employers are refused at the secret poll, the dispute may be submitted

sion par les parties en vertu d'une clause la permettant expressément;

f) « grève »: la cessation concertée de travail par un groupe de salariés;

g) « lock-out »: le refus par un employeur de fournir du travail à un groupe de salariés à son emploi en vue de les contraindre à accepter certaines conditions de travail ou de contraindre pareillement des salariés d'un autre employeur;

h) « salarié »: une personne qui travaille pour un employeur moyennant rémunération; cependant ce mot ne comprend pas:

1° une personne qui, au jugement du commissaire-enquêteur au sens du Code du travail, est employée à titre de gérant, surintendant, contremaître ou représentant de l'employeur dans ses relations avec ses salariés;

2° un administrateur ou officier d'une corporation;

3° un fonctionnaire du gouvernement dont l'emploi est d'un caractère confidentiel au jugement du tribunal du travail institué par le Code du travail ou aux termes d'une entente liant le gouvernement et les associations accréditées conformément à la section xv de la Loi de la fonction publique qui sont parties à une convention collective qui autrement s'appliquerait à ce fonctionnaire; tel est l'emploi d'un conciliateur du ministère du travail et de la main-d'œuvre, d'un enquêteur ou commissaire-enquêteur visé par le Code du travail, d'un employé du Conseil exécutif, du Conseil du trésor, de la Commission de la fonction publique, du ministère de la fonction publique, du cabinet d'un ministre ou d'un directeur du personnel;

4° un substitut permanent du procureur général nommé en vertu de la Loi des substituts du procureur général (1969, chapitre 20);

i) « service public »: toute catégorie suivante d'employeur:

1° une corporation municipale ou scolaire;

2° un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48);

3° une université, un collège ou une école;

under a clause expressly permitting the same;

(f) "strike": the concerted cessation of work by a group of employees;

(g) "lock-out": the refusal by an employer to give work to a group of his employees in order to compel them, or the employees of another employer, to accept certain conditions of employment;

(h) "employee": a person who works for an employer for remuneration, but the word does not include:

(1) a person who, in the opinion of the investigation commissioner within the meaning of the Labour Code, is employed as manager, superintendent, foreman or representative of the employer in his relations with his employees;

(2) a director or officer of a corporation;

(3) a functionary of the government whose position is of a confidential nature in the opinion the Labour Court established by the Labour Code or under the terms of an agreement binding the government and the associations certified in conformity with Division xv of the Civil Service Act being parties to a collective agreement that would otherwise apply to that functionary; such is the position of a conciliation officer of the Department of Labour and Manpower, an investigator or investigation commissioner contemplated by the Labour Code, an employee of the Executive Council, of the Treasury Board, of the Civil Service Commission, of the Department of the Civil Service, of the office of a minister or of a personnel manager;

(4) a permanent Attorney-General's prosecutor appointed under the Attorney-General's Prosecutors Act (1969, chapter 20);

(i) "public service": any of the following categories of employers:

(1) a municipal or school corporation;

(2) an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);

(3) a university, college or school;

l'Assemblée nationale, qui le tranchera sur résolution.

La même procédure pourra être suivie dans le cas d'un arrêt ou d'un ralentissement de travail privant la population des services habituels de salariés, de professionnels ou de travailleurs autonomes, si la santé, la sécurité ou le bien-être publics ou l'éducation d'un groupe d'élèves sont compromis.

Dans le secteur privé, la procédure de règlement des conflits suivra la même démarche initiale que celle prévue précédemment dans les cas où le conflit met en danger la santé, la sécurité ou le bien-être publics ou l'éducation d'un groupe d'élèves; le conflit sera toutefois déferé aux commissaires aux différends au lieu de l'être à une commission parlementaire. Il pourra en être de même dans un service public ne mettant pas en cause un emploi du gouvernement.

Chacune des parties transmettra aux commissaires aux différends son projet final de convention collective ou, dans le cas de professionnels ou de travailleurs autonomes, son projet d'entente. Les commissaires aux différends choisiront parmi ces projets celui qui leur paraît contenir les propositions les plus raisonnables dans les circonstances, sans y apporter quelque modification que ce soit; le projet ainsi choisi liera les parties.

to the National Assembly which will settle it by resolution.

The same procedure may be followed in the case of a stoppage or slowing down of work depriving the population of the regular services of employees, professionals or self-employed workers, if the public health, safety or welfare, or the education of a group of students is endangered.

In the private sector, the procedure for settlement of disputes will involve the same steps as already provided, where the dispute endangers the public health, safety or welfare or the education of a group of students; the conflict will however be referred to the commissioners on disputes instead of a parliamentary committee. The same may apply in a public service where no position under the Government is involved.

Each of the parties will send its final draft collective agreement, or its final draft agreement in the case of professionals or self-employed workers, to the commissioners on disputes, who will choose the draft that seems most reasonable to them in the circumstances, without making any changes to it; this draft will be binding on the parties.

4° une entreprise de téléphone, de télégraphe, de transport par bateau, autobus, avion ou chemin de fer;

5° une entreprise de production, transport, distribution ou vente de gaz, d'eau ou d'électricité et un service de transport par véhicules de livraison munis d'une autorisation de la Régie des transports;

6° une entreprise d'enlèvement d'ordures ménagères;

7° un service du gouvernement et un autre organisme gouvernemental à l'exception de la Société des alcools du Québec;

j) « travailleur »: une personne qui n'est pas un salarié et qui, à titre onéreux, exécute un travail ou exerce une fonction pour le compte d'autrui ou exécute un travail ou exerce une profession pour son propre compte.

SECTION II

GRÈVE ET LOCK-OUT

2. Le lock-out est interdit aux employeurs dans les services publics dans tous les cas où la loi le dénie et dans tous ceux où le lieutenant-gouverneur en conseil l'a interdit ou a interdit la grève conformément à la présente loi.

3. La grève est interdite aux salariés qui sont à l'emploi d'un service public dans tous les cas où la loi la dénie ainsi que dans tous les cas où le lieutenant-gouverneur en conseil l'a interdite conformément à la présente loi.

4. La grève est aussi interdite aux salariés à l'emploi d'un service public dans tous les cas qui ne sont pas prévus à l'article 3 à moins que:

a) les services essentiels et la façon de les maintenir ne soient déterminés par entente préalable entre les parties ou, à défaut d'une telle entente entre les parties, par le tribunal du travail à la demande de l'une des parties;

b) l'association de salariés en cause n'ait acquis droit à la grève suivant l'article 46 du Code du travail et n'ait, après que les services essentiels ont été déterminés suivant le paragraphe a, don-

(4) a telephone or telegraph concern or a boat, autobus, air or railway transportation concern;

(5) a concern for the production, transportation, distribution or sale of gas, water or electricity and a transportation service by delivery car operated under an authorization of the Transportation Board;

(6) a garbage removal concern;

(7) a government service or other body of the government except the Québec Liquor Corporation;

(j) "worker": a person who is not an employee and who by onerous title does work or performs duties for another or does work or practises a profession on his own account.

DIVISION II

STRIKE AND LOCK-OUT

2. Any lock-out is prohibited to employers in the public services in all cases where it is denied by law and in all cases where a lock-out or strike has been prohibited by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with this act.

3. The employees of a public service are forbidden to strike in all the cases where it is denied by law and in all the cases where it has been prohibited by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with this act.

4. The employees of a public service are also forbidden to strike in all the cases not provided for in section 3 unless:

(a) the essential services and the manner of maintaining them have been specified in a previous agreement between the parties or, failing such an agreement between the parties, by the Labour Court on application by either of the parties;

(b) the association of employees concerned has acquired the right to strike under section 46 of the Labour Code and has, after the essential services have been specified in accordance with paragraph a,

né par écrit au ministre du travail et de la main-d'œuvre avis préalable d'au moins quinze jours lui indiquant le moment où elle entend recourir à la grève.

given to the Minister of Labour and Manpower at least fifteen days' previous written notice indicating to him at what time it intends to strike.

SECTION III

RÈGLEMENT DES CONFLITS PAR L'INTERMÉDIAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

[[5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il est d'avis que dans un service public une grève ou un lock-out appréhendé ou en cours mettant en cause des salariés compromet la santé, la sécurité ou le bien-être publics ou l'éducation d'un groupe d'élèves, dans le Québec ou l'une de ses régions, ou chaque fois que les services essentiels ne sont pas maintenus suivant l'entente ou la décision visée à l'article 4, constituer une commission formée de trois personnes pour faire enquête sur la situation et lui faire rapport dans le délai qu'il indique. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération de chacun des membres de cette commission.]]

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, au lieu de créer la commission visée à l'article 5, désigner aux fins dudit article tout organisme alors existant pour faire enquête sur un conflit de travail ou dans tous les conflits de travail qui se présenteront dans la période et le secteur d'activité qu'il indique.

L'organisme désigné au premier alinéa a tous les pouvoirs d'une commission instituée en vertu de l'article 5.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi exercer les pouvoirs prévus à l'article 5 dans tous les cas où il est d'avis:

a) que le nombre de salariés ou de travailleurs ayant cessé de dispenser effectivement leurs services de façon habituelle dans une partie du Québec ou que le nombre de ceux qui exercent un même genre d'activités dans l'ensemble du Québec ou dans toute partie du Québec et qui ont cessé de dispenser effectivement leurs services de façon habituelle, est tel

DIVISION III

SETTLEMENT OF DISPUTES THROUGH THE NATIONAL ASSEMBLY

[[5. The Lieutenant-Governor in Council may, whenever he is of opinion that an apprehended or current strike or lock-out in a public service and involving employees endangers public health, safety or welfare or the education of a group of students in the province of Québec or any of its regions or whenever essential services are not maintained under the agreement or decision contemplated in section 4, establish a committee consisting of three persons to inquire into the case and report to him within the delay he prescribes. The Lieutenant-Governor in Council fixes the remuneration of each member of the committee.]]

6. Instead of establishing the committee contemplated in section 5, the Lieutenant-Governor in Council may designate for the purposes of that section any existing body to inquire into a labour dispute or any labour dispute that might arise within the period and the area of activities he determines.

The body designated in the first paragraph shall have all the powers of a committee established under section 5.

7. The Lieutenant-Governor in Council may also exercise the powers contemplated in section 5 whenever he is of opinion:

(a) that the number of employees or workers having in fact ceased to provide normal services in a part of the Province or the number of those performing the same kind of activity in the whole of the Province or in any part of the Province who have in fact ceased to provide normal services is such that the population, or, as the case may be, the employer no longer

que la population ou, suivant le cas, l'employeur, n'a plus accès aux services de ces salariés ou travailleurs de façon habituelle;

b) que cette situation constitue une cessation concertée ou un ralentissement de l'activité habituelle de ces salariés ou travailleurs et est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou le bien-être publics ou l'éducation d'un groupe d'élèves.

8. La commission est investie des pouvoirs et immunités conférés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11) par le premier alinéa de l'article 6 et les articles 9 à 13 ainsi que 16 et 17 de cette loi; il en est de même de toute personne dont elle a retenu les services et qui est désignée à cette fin par écrit de son président.

9. La commission d'enquête peut tenir ses séances à tout endroit du Québec; elle peut, à sa discrétion, tenir des audiences publiques ou privées.

10. Les commissaires doivent, dans leur rapport, exposer la situation, signaler l'état des négociations et indiquer si, à leur avis, cette situation compromet la santé, la sécurité ou le bien-être publics ou l'éducation d'un groupe d'élèves dans le Québec ou l'une de ses régions.

Le lieutenant-gouverneur en conseil rend ce rapport public.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si le rapport des commissaires indique que la situation prévue à l'article 5 compromet la santé, la sécurité ou le bien-être publics ou l'éducation d'un groupe d'élèves, interdire la grève ou le lock-out.

12. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si le rapport des commissaires conclut à l'existence de la situation prévue à l'article 7, décréter que les salariés ou travailleurs en cause devront exercer leurs fonctions de façon habituelle à compter du moment et jusqu'à la date qu'il

has access to the normal services of those employees or workers;

(b) that the situation is a concerted cessation of work or a slow down in the normal activity of those employees or workers and might endanger public health, safety or welfare or the education of a group of students.

8. The committee is vested with the powers and immunities granted under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11), by the first paragraph of section 6 and sections 9 to 13 and 16 and 17 of this act; the same applies to every person whose services it has retained designated in writing for that purpose by its chairman.

9. The inquiry commission may hold its meetings at any place in the province of Québec; it may at its discretion hold public or private hearings.

10. The commissioners must in their report describe the situation, report on the state of the negotiations and determine whether they are of opinion that such a situation endangers public health, safety or welfare or the education of a group of students in the province of Québec or any of its regions.

The Lieutenant-Governor in Council shall make the report public.

11. The Lieutenant-Governor in Council may, if the report of the commissioners shows that the situation contemplated in section 5 endangers public health, safety or welfare or the education of a group of students, prohibit the strike or lock-out.

12. The Lieutenant-Governor in Council may, if the report of the commissioners shows that the situation contemplated in section 7 exists, order that the employees or workers involved must perform their normal duties from the time and till the date he indicates but to be

indique mais qui ne peut être postérieure au soixantième jour de la date du décret.

L'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil doit, par la suite, être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

13. Tout salarié ou travailleur visé par un décret rendu en vertu de l'article 12 doit s'y conformer.

14. Dès qu'il a pris le décret visé à l'article 11 ou à l'article 12, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déférer le différend ou le conflit à la commission parlementaire qu'il juge la plus appropriée dans les circonstances.

Cette commission parlementaire entend les parties et fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, dans les soixante jours de la date à laquelle elle a été saisie du différend ou du conflit, sur l'état des négociations, les efforts employés au règlement du différend ou du conflit et les dernières offres patronales ou gouvernementales, dont elle lui transmet le texte.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, avant d'exercer le pouvoir visé au premier alinéa ou au lieu de l'exercer, prendre toute mesure qu'il juge utile pour faciliter la négociation entre les parties, y compris la nomination d'un médiateur.

15. Le commissaire au scrutin doit, dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle le rapport visé au deuxième alinéa de l'article 14 doit être transmis au lieutenant-gouverneur en conseil tenir, conformément à la section v, un scrutin secret parmi les salariés ou travailleurs impliqués dans le différend ou conflit afin de déterminer s'ils acceptent les dernières offres patronales ou gouvernementales ou, dans le cas de salariés, s'ils optent pour la grève.

Lorsque le différend n'a pas été soumis à une commission parlementaire, le commissaire au scrutin tient ce scrutin à la date qui lui est indiquée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le commissaire informe le lieutenant-gouverneur en conseil du résultat du scrutin dans les cinq jours de la date à laquelle il a été tenu.

not later than the sixtieth day after that of the decree.

The order of the Lieutenant-Governor in Council must be published subsequently in the *Québec Official Gazette*.

13. Every employee or worker contemplated in a decree passed under section 12 must comply therewith.

14. As soon as the Lieutenant-Governor in Council has passed the decree mentioned in section 11 or 12, he may refer the dispute or conflict to the parliamentary committee he considers the most appropriate in the circumstances.

Such parliamentary committee shall hear the parties and submit its report to the Lieutenant-Governor in Council within sixty days of the date on which the dispute or conflict has been referred to it, on the state of the negotiations, on the efforts made to settle the dispute or conflict and on the latest offers of the employer or the government, the text of which it shall send to him.

The Lieutenant-Governor in Council may also, before exercising the power contemplated in the first paragraph or instead of exercising it, take any measure he considers expedient to facilitate the negotiations between the parties, including the appointment of a mediator.

15. The poll-commissioner must, within fifteen days after the date on which the report contemplated in the second paragraph of section 14 must be sent to the Lieutenant-Governor in Council, hold in accordance with Division v, a secret poll among the employees or workers involved in the dispute or conflict to determine if they accept the latest offers of the employer or the government or, in the case of employees, if they opt for a strike.

When the dispute has not been referred to a parliamentary committee, the poll-commissioner shall hold the poll on the date indicated to him by the Lieutenant-Governor in Council.

The commissioner shall inform the Lieutenant-Governor in Council of the result of the poll within five days from that on which it was held.

16. Si les offres patronales sont acceptées par la majorité des salariés impliqués dans le différend, une convention collective est réputée être conclue sur le champ suivant les termes des dernières offres patronales et à compter de la date qu'elles indiquent.

Dans le cas contraire, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lever l'interdiction ou déférer le différend à l'Assemblée nationale pour qu'elle le tranche.

Copie de la résolution de l'Assemblée nationale tranchant le différend, certifiée par le secrétaire de l'Assemblée nationale, est authentique; cette résolution a l'effet d'une sentence arbitrale rendue en vertu du Code du travail.

17. S'il s'agit de travailleurs l'acceptation des offres gouvernementales oblige tous les travailleurs qui sont membres de l'organisme qu'elles visent ainsi que tous ceux dont le champ d'activité est le même que celui des membres qui sont visés par ces offres. Si les offres ne sont pas acceptées, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déférer le différend à l'Assemblée nationale pour qu'elle le tranche.

Copie de la résolution de l'Assemblée nationale, certifiée par le secrétaire de l'Assemblée nationale, est authentique; cette résolution a le même effet qu'une acceptation des offres gouvernementales.

SECTION IV

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS PAR L'INTERMÉDIAIRE DES COMMISSAIRES AUX DIFFÉRENDS

18. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut exercer les pouvoirs prévus à l'article 5 dans tous les cas où il est d'avis que, dans le secteur privé ou dans un service public ne mettant pas en cause des emplois relevant du gouvernement,

a) une grève ou un lock-out appréhendé ou en cours compromet la santé, la sécurité ou le bien-être publics ou l'éducation d'un groupe d'élèves, dans le Québec ou l'une de ses régions; ou

b) chaque fois que les services essentiels ne sont pas maintenus suivant l'entente ou la décision du tribunal du travail visée à l'article 4.

16. If the employer's offers are accepted by the majority of the employees involved in a dispute, a collective agreement is deemed to be signed forthwith in accordance with the terms of the latest offers of the employer and from the date indicated in them.

Otherwise the Lieutenant-Governor in Council may remove the prohibition or refer the dispute to the National Assembly for settlement.

A copy of the resolution of the National Assembly settling the dispute, certified by the Secretary of the National Assembly, is authentic; this resolution has the effect of an arbitration award rendered under the Labour Code.

17. In the case of workers, the acceptance of the offers of the government is binding for all the workers who are members of the body contemplated in the offers and for all those whose field of activity is the same as that of the members who are contemplated in the offers. If the offers are not accepted, the Lieutenant-Governor in Council may refer the dispute to the National Assembly for settlement.

A copy of the resolution of the National Assembly, certified by the Secretary of the National Assembly, is authentic; the resolution has the same effect as acceptance of the government offers.

DIVISION IV

SETTLEMENT OF DISPUTES THROUGH COMMISSIONERS ON DISPUTES

18. The Lieutenant-Governor in Council may exercise the powers provided in section 5 in all the cases where he considers that, in the private sector or in a public service not involving positions under the government,

(a) an apprehended or current strike or lock-out endangers the public health, safety or welfare or the education of a group of students, in the province of Québec or in one of its regions or

(b) whenever essential services are not maintained in accordance with the agreement or the decision of the Labour Court contemplated in section 4.

Il peut aussi exercer ce pouvoir dans les cas prévus à l'article 7.

Au sens du présent article, un emploi relevant du gouvernement est un emploi dans la fonction publique au sens de la Loi de la fonction publique ou un emploi dans tout organisme lorsque, en vertu de la loi, le gouvernement est l'une des parties à la négociation des stipulations de conventions collectives pouvant régir les employés de cet organisme qui sont des salariés.

Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil exerce le pouvoir prévu au présent article, les commissaires aux différends ont le devoir de régler le différend conformément à la présente section.

19. Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil exerce le pouvoir prévu à l'article 18, les articles 8 à 13 s'appliquent.

Toutefois, le décret pris en vertu de l'article 11 ou de l'article 12 n'a d'effet, à la fois, que pour une période d'au plus soixante jours.

20. Chacune des parties au différend doit, dans les trente jours de la date à laquelle les commissaires en font la demande, leur transmettre son projet final de convention collective ou, dans le cas de travailleurs, son projet final d'entente.

21. Les commissaires aux différends choisissent parmi ces projets celui qui leur paraît contenir les propositions les plus raisonnables dans les circonstances, sans y apporter quelque modification que ce soit.

22. La décision des commissaires doit être rendue dans les trente jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 20.

Le projet choisi par les commissaires a l'effet, s'il s'agit de salariés, d'une sentence arbitrale rendue en vertu du Code du travail. S'il s'agit d'une entente concernant des travailleurs, le projet oblige tous les travailleurs qui sont membres de l'organisme qu'il vise ainsi que tous ceux dont le champ d'activité est le même que celui des membres qui sont visés par le projet.

He may also exercise such power in the case contemplated in section 7.

Within the meaning of this section, a position under the government is a position in the civil service within the meaning of the Civil Service Act or a position in any body when, under the law, the government is one of the parties to the negotiation of the clauses of collective agreements that may govern the employees of such body who are wage-earning employees.

When the Lieutenant-Governor in Council exercises the power provided in this section, the commissioners on disputes shall have the duty to settle the dispute in accordance with this section.

19. When the Lieutenant-Governor in Council exercises the power provided in section 18, sections 8 to 13 apply.

However, the decree passed under section 11 or 12 shall only have effect, at a time, for a period of not more than sixty days.

20. Each of the parties to the dispute must, within thirty days of the date on which the commissioners request it, send them his final draft collective agreement or, in the case of workers, his final draft agreement.

21. The commissioners on disputes shall choose among such drafts the one which seems to them to contain the most reasonable proposals in the circumstances, without making any change in it.

22. The decision of the commissioners must be rendered within thirty days following the expiry of the delay provided in section 20.

The draft chosen by the commissioners has the effect, in the case of employees, of an arbitration award made under the Labour Code. In the case of an agreement respecting workers, the draft is binding on all the workers who are members of the body it contemplates and all those whose field or activity is the same as that of the members contemplated by the draft.

SECTION V

COMMISSAIRE AUX SCRUTINS

[[**23.** L'Assemblée nationale nomme, sur proposition du premier ministre, une personne appelée « commissaire aux scrutins » et fixe son traitement.

Une telle nomination doit, pour être valide, avoir été approuvée par les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale.]]

24. Le commissaire aux scrutins peut en tout temps démissionner en donnant avis par écrit au président de l'Assemblée nationale.

Il ne peut être destitué que par une résolution approuvée par les deux tiers de ses membres.

25. La durée du mandat du commissaire aux scrutins est de dix ans; notwithstanding l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé.

26. Le commissaire aux scrutins relève de l'Assemblée nationale.

Il en est de même de son adjoint ainsi que de ses autres fonctionnaires et employés.

[[**27.** Les fonctionnaires et employés du commissaire aux scrutins sont nommés par lui; leur nombre est déterminé par l'Assemblée nationale qui établit les barèmes suivant lesquels ils sont rémunérés. Ils peuvent être destitués par le lieutenant-gouverneur en conseil mais uniquement sur la recommandation du commissaire aux scrutins.]]

28. Le commissaire aux scrutins définit les devoirs de son adjoint ainsi que de ses fonctionnaires et employés, dirige leur travail et peut leur déléguer par écrit les pouvoirs qui lui sont attribués par la présente loi.

29. Le commissaire aux scrutins doit exiger que chacun de ses fonctionnaires ou employés chargé d'appliquer la présente loi prête le serment ou fasse l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe B

DIVISION V

POLL-COMMISSIONER

[[**23.** The National Assembly shall appoint, upon motion by the Prime-Minister, a person called the "poll-commissioner" and fix his salary.

To be valid, such appointment must have been approved by two-thirds of the members of National Assembly.]]

24. The poll-commissioner may resign at any time by giving a written notice of it to the President of the National Assembly.

He shall not be dismissed except by a resolution approved by two-thirds of its members.

25. The term of office of the poll-commissioner shall be ten years; notwithstanding the expiration of his term, he shall remain in office until he is re-appointed or replaced.

26. The poll-commissioner is under the jurisdiction of the National Assembly.

The same applies to his assistant and his other functionaries and employees.

[[**27.** The functionaries and employees of the poll-commissioner shall be appointed by him; their number shall be determined by the National Assembly which shall establish the scales according to which they shall be remunerated. They may be dismissed by the Lieutenant-Governor in Council but only upon the recommendation of the poll-commissioner.]]

28. The poll-commissioner shall define the duties of his assistant and his functionaries and employees, direct their work and may delegate to them in writing the powers attributed to him by this act.

29. The poll-commissioner must require that each of his functionaries or employees entrusted with the application of this act take the oath or affirmation of secrecy provided in Schedule B of the

de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

30. Le commissaire aux scrutins a pour fonctions de réglementer et surveiller les scrutins secrets qui sont tenus en vertu de la présente loi.

Il doit se consacrer exclusivement à l'accomplissement des fonctions de sa charge.

31. Tout règlement adopté par le commissaire aux scrutins en vertu de l'article 30 doit être soumis pour étude à la commission parlementaire que le lieutenant-gouverneur en conseil juge la plus appropriée dans les circonstances.

Un tel règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*; cette date doit être postérieure d'au moins trente jours à la date à laquelle le règlement a été soumis à une commission parlementaire.

32. Chaque fois qu'un scrutin secret est tenu conformément à la présente loi, le commissaire aux scrutins s'adjoint deux assesseurs dont l'un représente la partie patronale et l'autre les salariés ou travailleurs en cause.

Chacun de ces assesseurs est choisi sur recommandation de la partie qu'il représente, en la manière prévue par les règlements visés à l'article 30.

33. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le commissaire aux scrutins agissant en sa qualité officielle.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'alinéa précédent.

SECTION VI

COMMISSAIRES AUX DIFFÉRENDS

34. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme pour deux ans trois personnes qui sont connues sous le nom de « com-

Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

30. The duties of the poll-commissioner are to regulate and supervise the secret polls held under this act.

He must devote his time exclusively to the performance of the duties of his office.

31. Every regulation made by the poll-commissioner under section 30 must be submitted for study to the parliamentary committee which the Lieutenant-Governor in Council considers the most appropriate in the circumstances.

Such regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*; such date must be at least thirty days subsequent to the date on which the regulation was submitted to a parliamentary committee.

32. Every time a secret poll is held in accordance with this act, the poll-commissioner shall engage two scrutineers, one representing the employer and the other representing the employees or workers concerned.

Each of such scrutineers shall be chosen upon recommendation of the party which he represents, in the manner provided by the regulations contemplated in section 30.

33. No extraordinary recourse provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure may be exercised nor any injunction granted against the poll-commissioner acting in his official capacity.

Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to the preceding paragraph.

DIVISION VI

COMMISSIONERS ON DISPUTES

34. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint for two years three persons called "commissioners on dispu-

missaires aux différends »; il nomme aussi parmi eux un président.

35. Ces commissaires ont pour fonctions de régler conformément à la présente loi les différends dont ils sont saisis en vertu de l'article 18.

[[**36.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun des commissaires.

À l'expiration de leur mandat, les commissaires demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés.]]

[[**37.** Au cas d'incapacité d'agir d'un commissaire, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui nommer un remplaçant pour au plus trois mois aux conditions et moyennant la rémunération qu'il détermine.

Le poste d'un membre devient vacant dès qu'il a ainsi cessé d'agir pendant trois mois consécutifs.]]

38. Le bureau des commissaires est situé à l'endroit que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, qui en donne avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

[[**39.** Les fonctionnaires et employés des commissaires sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Le président exerce à leur égard les pouvoirs que ladite loi attribue au sous-chef d'un ministère.]]

40. Les commissaires sont investis des pouvoirs conférés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts révisés, 1964, chapitre 11) par le premier alinéa de l'article 6 et les articles 9 à 13 ainsi que 16 et 17 de cette loi; il en est de même de toute personne dont ils retiennent les services et qui est désignée à cette fin par écrit du président.

41. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de

tes"; he shall also appoint a chairman from among them.

35. The duties of such commissioners shall be to settle, in accordance with this act, the disputes referred to them under section 18.

[[**36.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salary, or, as the case may be, the additional salary of each of the commissioners.

At the expiration of their term of office, the commissioners shall remain in office until they are reappointed or replaced.]]

[[**37.** If a commissioner is unable to act, the Lieutenant-Governor in council may appoint a person to replace him for not more than three months on the conditions and for the remuneration he determines.

The office of a member shall become vacant as soon as he has so ceased to act for three consecutive months.]]

38. The office of the commissioners is situated at the place determined by the Lieutenant-Governor in Council, who shall give notice thereof in the *Québec Official Gazette*.

[[**39.** The functionaries and employees of the commissioners shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

The chairman shall exercise respecting them the powers attributed to the deputy-head of a department by the said act.]]

40. The commissioners shall be vested with the powers conferred under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11), by the first paragraph of section 6 and by sections 9 to 13 and 16 and 17 of this act; the same applies to any person whose services are retained and who is appointed in writing for that purpose by the chairman.

41. No extraordinary recourse provided in articles 834 to 850 of the Code of

procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre les commissaires agissant en leur qualité officielle.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'alinéa précédent.

42. Les procès-verbaux des séances, approuvés par les commissaires et certifiés par le président, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant des commissaires ou faisant partie des archives de leur bureau, lorsqu'ils sont signés par le président.

SECTION VII

INFRACTIONS ET PEINES

43. Tout employeur visé à l'article 2 qui contrevient à cet article ainsi que tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'un employeur visé à l'article 2, qui participe à un acte posé par l'employeur contrairement à cet article ou qui y consent ou acquiesce, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

44. Toute association de salariés représentant des personnes visées aux articles 3 et 4 ainsi que, le cas échéant, toute union, fédération ou confédération à laquelle une telle association adhère ou est affiliée, doit prendre les moyens appropriés pour amener les membres d'une telle association à se conformer auxdits articles.

45. Tout syndicat professionnel groupant des travailleurs auxquels s'applique un arrêté promulgué en vertu de l'article 7, toute association syndicale de tels travailleurs, qu'elle soit constituée en corporation ou non, et toute fédération ou tout groupement auquel un tel syndicat ou une telle association adhérerait ou était affilié directement ou indirectement, à la date à laquelle le lieutenant-gouverneur

Civil Procedure may be exercised nor any injunction granted against the commissioners acting in their official capacities.

Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to the preceding paragraph.

42. The minutes of the meetings, approved by the commissioners and certified by the chairman are authentic. The same applies to the documents or copies from the commissioners or forming part of the records of their office, when signed by the chairman.

DIVISION VII

OFFENCES AND PENALTIES

43. Every employer contemplated in section 2 who contravenes such section and every officer, director, employee, agent or adviser of an employer contemplated in section 2 who participates in an act done by the employer contrary to such section or consents to or acquiesces in it is guilty of an offence and is liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

44. Every association of employees representing persons contemplated in sections 3 and 4 and, where that is the case, every union, federation or confederation to which such an association belongs or is affiliated must take the appropriate steps to have the members of such association comply with the said sections.

45. Every professional syndicate grouping workers to whom an order prescribed under section 7, every association of such workers, incorporated or not, and every federation or group to which such a syndicate or association belonged or was affiliated directly or indirectly on the date when the Lieutenant-Governor in Council made the order contemplated in section 12 must from such order take the appropriate

en conseil a adopté l'arrêté prévu à l'article 12 doit, à compter de cet arrêté prendre les moyens appropriés pour amener les membres d'un tel syndicat ou d'une telle association à se conformer à l'article 13.

Toute personne qui, à la même date, est fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'un tel syndicat, d'une telle association, d'une telle fédération ou d'un tel groupement ou qui le devient après cette date doit aussi prendre les moyens appropriés pour amener les membres du syndicat ou de l'association à se conformer à l'article 13.

46. Quiconque contrevient à l'un des articles 3, 4 ou 13 ou à un règlement adopté en vertu de la présente loi commet une infraction et est passible d'une amende de \$50 à \$250 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

47. Toute association de salariés représentant des personnes visées aux articles 3 et 4, toute union, fédération ou confédération à laquelle une de ces associations adhère ou est affiliée ainsi que tout syndicat professionnel, association syndicale, fédération ou groupement visé visé à l'article 45 qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir aux articles 3, 4 ou 13 ou qui contrevient à l'article 44 ou, suivant le cas, à l'article 45 commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à l'un des articles 3, 4 ou 13 ou pendant lequel dure la contravention à l'article 44 ou, suivant le cas, à l'article 45.

48. Lorsqu'un organisme visé à l'article 47 a commis une infraction prévue audit article, chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour l'infraction, que l'organisme ait ou non été poursuivi ou déclaré coupable.

steps to have the members of such syndicate or association comply with section 13.

Every person who on the same date is an officer, director, employee, agent or adviser of such a syndicate, association, federation or group or who becomes so after such date must also take the appropriate steps to have the members of the syndicate or association comply with section 13.

46. Every person who contravenes section 3, 4 or 13 or a regulation made under this act is guilty of an offence and is liable to a fine of \$50 to \$250 for each day or part of a day during which the offence continues.

47. Every association of employees representing persons contemplated in sections 3 and 4, every union, federation or confederation to which one of these associations belongs or is affiliated and every professional syndicate, association, federation or group contemplated in section 45 that authorizes, encourages or incites a person to contravene section 3, 4 or 13 or contravenes section 44 or 45, as the case may be, is guilty of an offence and is liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such person contravenes section 3, 4 or 13 or during which the contravention of section 44 or 45, as the case may be, continues.

48. When a body contemplated by section 47 is guilty of an offence contemplated by that section, each of its officers, directors, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence or consented to or acquiesced in it is deemed a party to the offence and is liable to the penalty provided for the offence whether or not the body has been prosecuted or convicted.

49. Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'un organisme visé à l'article 47, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'un des articles 3, 4 ou 13 commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette personne contrevient à un desdits articles.

50. L'organisme visé à l'article 47, dont un fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue à l'article 49, est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue au même titre que cette personne.

51. Les peines prévues aux articles 43 à 50 peuvent être imposées sur poursuite sommaire et la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'applique alors.

52. Le procureur général doit faire enquête chaque fois qu'une plainte écrite lui signale qu'une infraction a été commise à la présente loi; s'il est d'avis qu'une telle infraction a été commise, il intente contre le contrevenant les poursuites que les circonstances justifient.

53. Tout membre d'une association de salariés ou travailleur visé à l'article 13 est présumé y avoir contrevenu au cours d'une journée dès qu'il est prouvé *prima facie* que ce membre ou travailleur n'a pas exercé ses fonctions au cours de cette journée.

L'alinéa précédent ne s'applique pas à un membre d'une association de salariés qui a démissionné, si sa démission a été acceptée par son employeur ou s'il a acquis le droit à la retraite.

54. La présomption édictée par l'article 53 peut être repoussée par le membre ou travailleur qui y est visé uniquement s'il réussit à prouver:

a) qu'il a effectivement exercé ses fonctions de façon habituelle au cours de cette journée; ou

b) que le fait, pour lui, de ne pas avoir exercé ses fonctions au cours de la journée

49. Every officer, director, employee, agent or adviser of a body contemplated in section 47 who authorizes, encourages or incites a person to contravene sections 3, 4 or 13 is guilty of an offence and is liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which that person contravenes one of such sections.

50. The body contemplated in section 47 whose officer, director, employee, agent or adviser commits an offence contemplated in section 49 is a party to that offence and is liable to the fine provided in the same manner as that person.

51. The penalties provided in sections 43 to 50 may be imposed on summary proceeding and Part II of the Summary Convictions Act then applies.

52. The Attorney-General shall make an investigation whenever a written complaint indicates to him that an offence has been committed against this act; if he is of opinion that such an offence has been committed, he shall institute against the offender such proceedings as circumstances warrant.

53. Every member of an association of employees or worker contemplated in section 13 is presumed to have contravened it during a day on *prima facie* proof that such member or worker did not perform his duties on that day.

The preceding paragraph does not apply to a member of an association of employees who has resigned, if his resignation has been accepted by his employer or if he has acquired the right to retire.

54. The presumption enacted by section 53 may be rebutted by the member or worker contemplated therein only if he proves:

(a) that he in fact performed his duties in the regular manner on that day; or

(b) that the fact that he did not perform his duties on the day in question is

en cause est normal dans le cours de l'exercice habituel de ses fonctions et que ce fait n'est partie, en aucune façon, d'une action concernée de membres de l'organisme visé à l'article 45 ou 47 dont il fait partie.

55. La présence d'une personne en dehors de l'endroit où elle exerce ordinairement sa fonction ne la soustrait pas à l'application de la présente loi.

56. Les dispositions de la présente loi n'ont pas pour effet de soustraire les employés et les salariés qui y sont visés à l'application du Code du travail.

SECTION VIII

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

57. L'article 99 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141), modifié par l'article 5 du chapitre 50 des lois de 1965 (1^{re} session), est abrogé.

58. L'article 103 dudit code, remplacé par l'article 30 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en ajoutant à la fin du paragraphe *b*, après le mot « Code », ce qui suit: « ou de la Loi assurant le bien-être de la population au cas de conflit de travail (1972, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre du projet de loi 89*) ».

59. L'article 124 dudit code est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Le présent article ne s'applique pas au cas de grève ou de lock-out dans un service public. »

60. Les règlements prévus à l'article 30 peuvent être adoptés, pendant la période de trois mois qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, par le lieutenant-gouverneur en conseil au lieu de l'être par le commissaire aux scrutins; pendant cette période, l'article 31 ne s'applique pas.

Le commissaire aux scrutins peut en tout temps abroger, remplacer ou modifier ces règlements; l'article 31 s'applique alors.

normal in the regular performance of his duties and is not in any way part of a concerted action of the members of the body contemplated in section 45 or 47 to which he belongs.

55. The presence of a person outside the place where he ordinarily performs his duties shall not withdraw him from the application of this act.

56. This act shall not withdraw the employees and wage-earning employees contemplated therein from the application of the Labour Code.

DIVISION VIII

MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

57. Section 99 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141), amended by section 5 of chapter 50 of the statutes of 1965 (1st session), is repealed.

58. Section 103 of the said Code, replaced by section 30 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by adding after the word "Code" at the end of paragraph *b* the following: "or of the Act to ensure public well-being in case of labour conflict (1972, chapter *insert here chapter number of Bill 89*)".

59. Section 124 of the said Code is amended by adding the following paragraph:

"This section does not apply in the case of a strike or lock-out in a public service."

60. The regulations contemplated in section 30 may be made, during the three month period following the coming into force of this act, by the Lieutenant-Governor in Council instead of the poll-commissioner; section 31 does not apply during that period.

The poll-commissioner may at any time repeal, replace or amend such regulations; section 31 then applies.

61. Les pouvoirs qui sont conférés par la présente loi au commissaire aux scrutins sont, jusqu'à ce qu'il ait été nommé, exercés par le président général des élections.

61. The powers attributed by this act to the poll-commissioner shall until his appointment be exercised by the chief returning-officer.

[[**62.** Les dépenses requises pour l'application de la présente loi sont prises, jusqu'à la fin de l'exercice 1972/1973, sur le fonds consolidé du revenu.]]

[[**62.** The expenditures necessary for the application of this act shall until the end of the 1972/1973 fiscal year be taken out of the consolidated revenue fund.]]

63. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

63. This act shall come into force on the day of its sanction.